



Préavis n° 08/09.2019 – section des finances

Arrêté d'imposition pour l'année 2020

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Préambule

Comme chaque année et conformément aux dispositions de l'art. 33 de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (LCom), ainsi qu'aux instructions du Service des communes et du logement du Département des institutions et de la sécurité, la Municipalité vous présente un nouvel arrêté d'imposition pour l'année 2020. Cet arrêté doit être remis à la Préfecture du district de Morges au plus tard le mercredi 30 octobre 2019. Une demande de prolongation de délai d'un jour a été adressée au Service des Communes et du Logement, via la Préfecture le 17 septembre 2019. Nous sommes dans l'attente de leur réponse qui devrait être favorable.

L'article 6 LCom précise que l'impôt communal se perçoit en pour-cent de l'impôt cantonal de base. Celui-ci doit être le même pour:

- l'impôt sur le revenu et sur la fortune des personnes physiques, ainsi que l'impôt spécial dû par les étrangers;
- l'impôt sur le bénéfice et sur le capital des personnes morales;
- l'impôt minimum sur les recettes brutes et les capitaux investis des personnes morales qui exploitent une entreprise.

Avec cette contrainte de temps, nous devons comme chaque année nous déterminer sur le taux d'imposition sans être en possession de toutes les données nécessaires, en particulier en ce qui concerne notre participation aux charges cantonales, ainsi qu'à la péréquation intercommunale.

L'année 2020 sera encore une année difficile pour les Communes et en particulier celles à forte capacité contributive. La période de transition pour la nouvelle péréquation, votée en 2016, étant terminée en 2019, les effets de l'abandon du point d'impôt écrêté impacteront à nouveau les comptes communaux (estimation pour Saint-Prex : 2 à 3 points d'impôt supplémentaires).

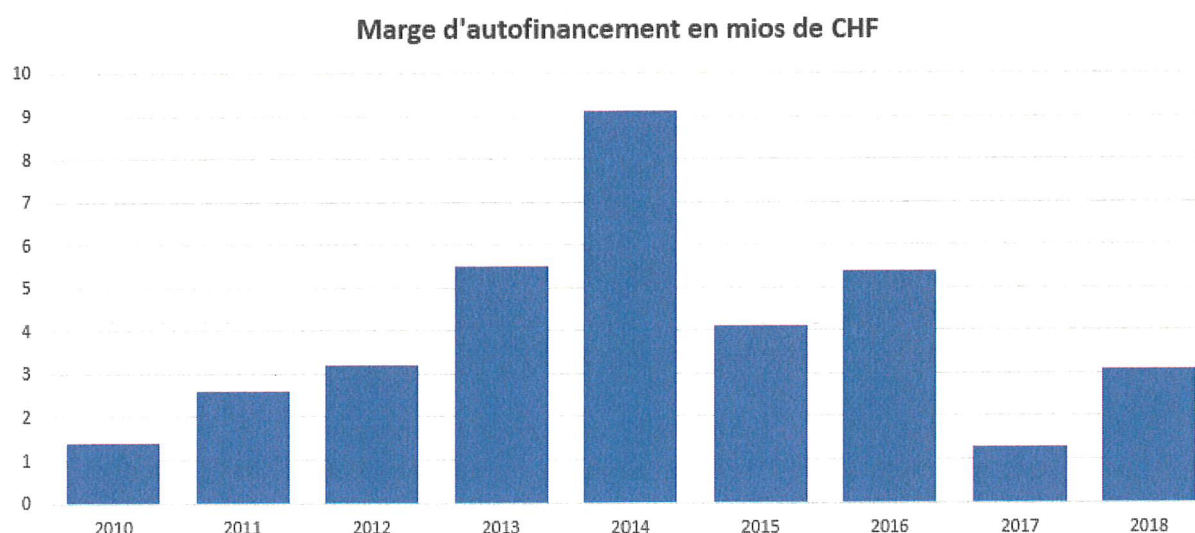
Dans le cadre de la Convention entre l'Etat et les Communes concernant la mise en œuvre anticipée de la RIE III cantonale, l'Etat reprendra en 2020 la totalité des coûts de financement de l'AVASAD. Cela représente une économie de Fr. 532'134.-, basée sur les chiffres 2018. Pour financer cette reprise, l'Etat a proposé aux Communes une diminution de 1,5 point d'impôt. La Municipalité a décidé de ne pas baisser les impôts, ce qui reviendrait, basé sur la valeur de notre point d'impôt, à enregistrer une perte supplémentaire de Fr. 227'734.-.

Les prévisions du SECO (Secrétariat d'Etat à l'Economie) laissent entrevoir une croissance modérée de 1,7% en 2020. Le fléchissement de l'économie mondiale freine le commerce extérieur suisse. De plus, le climat de grande incertitude règne actuellement sur les investissements.

Au niveau des personnes physiques, le solde migratoire à ce jour est à nouveau positif (+ 79 personnes au 15 septembre 2019).

En ce qui concerne les personnes morales, à la suite de l'acceptation par le peuple de la réforme fédérale sur la fiscalité et le financement de l'AVS (RFFA), une partie de la compensation versée par la Confédération devrait revenir aux Communes. Pour 2019, une compensation de 50 millions de francs avait été négociée. En revanche, pour 2020, la compensation pour les Communes devrait être de l'ordre de 30 millions de francs. L'autre pendant de la réforme est l'abandon des statuts fiscaux. À la suite de notre visite annuelle à l'Administration Cantonale des Impôts (ACI), nous avons reçu des prévisions qui tendent à une diminution de ces impôts pour 2020.

Après des comptes 2017 négatifs, les comptes 2018 ont présenté un résultat positif de Fr. 288'394.–.



Le niveau de cette marge d'autofinancement a, jusqu'à présent, permis de faire face aux dépenses de fonctionnement.

Au sujet des investissements futurs, les projets les plus importants ont été votés et sont en cours de réalisation. Le nombre et le volume des nouveaux projets devraient baisser à court-moyen terme. Cependant, la Municipalité pense qu'il est important que les comptes dégagent une marge d'autofinancement capable d'absorber les amortissements des derniers investissements administratifs pour pouvoir amortir à terme, une partie de la dette de la Commune.

Le Conseil communal, suivant l'avis de la commission des finances, a souhaité en 2015, que ces investissements se fassent et soient financés par la dette. Pour rappel, la Municipalité souhaitait, quant à elle, financer en partie ces dépenses par l'impôt pour limiter la progression de l'endettement de la Commune qui se montait au 31 décembre 2018 à 66,3 millions de francs, en progression de 9,4 millions. A fin 2019, la dette devrait être supérieure à 70 millions de francs.

Il est encore à noter que le corollaire de cet endettement est que la charge d'intérêts pour la Commune représente 1,4 point d'impôt en 2018. A prendre en considération toutefois que sur cet endettement, la Commune bénéficie de taux d'intérêts toujours au plus bas.

En conclusion et comme déjà évoqué l'année dernière, la pression sur nos finances communales liée à des politiques cantonales et fédérales confirme que notre taux d'imposition de 55 points n'est plus tenable à terme. La Municipalité ne pourra pas présenter un budget équilibré en 2020 comme cela était déjà le cas en 2019 (perte de 2,4 millions de francs). Sur la question du bon moment pour proposer une hausse d'impôts, l'avis de la Municipalité diverge de celui de la commission des finances et de votre Conseil.

La Municipalité aurait souhaité proposer une augmentation de 5 points d'impôt pour 2020 et pouvoir ainsi limiter le déficit du budget. La commission des finances n'appuyant pas cette proposition, la Municipalité vous propose de maintenir le taux d'imposition à 55%.

Conclusions

En conclusion et vu ce qui précède, nous vous proposons, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre les décisions suivantes:

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

- vu le préavis municipal
- entendu le rapport de la commission chargée de l'étudier
- considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

DÉCIDE

1. d'accepter l'arrêté d'imposition pour 2020 tel que ci-annexé;
2. d'admettre que cet arrêté n'entrera en vigueur qu'après son approbation par le Conseil d'Etat.

Adopté par la Municipalité en séance du 23 septembre 2019.

Au nom de la Municipalité

Le Syndic	La Secrétaire
 D. Mosini	 A. Guyomard



Déléguée municipale: M^{me} Carine Tinguely, municipale

Annexe: projet d'arrêté d'imposition pour 2020

Préavis déposé devant le Conseil communal le 25 septembre 2019

A retourner en 4 exemplaires daté et signé
à la préfecture pour le.....

District de Morges
Commune de Saint-Prex

ARRETE D'IMPOSITION pour 2020 à 2020

Le Conseil général/communal de Saint-Prex.

Vu la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (ci-après : LICom) ;

Vu le projet d'arrêté d'imposition présenté par la Municipalité,

arrête :

Article premier - Il sera perçu pendant 1 an(s), dès le 1er janvier 2020, les impôts suivants :

1 Impôt sur le revenu et sur la fortune, sur le bénéfice et sur le capital, impôt minimum et impôt spécial dû par les étrangers. En pour-cent de l'impôt cantonal de base : 55.0%

2 Impôt spécial particulièrement affecté à des dépenses déterminées Pour-cent s'ajoutant à l'impôt sur le revenu, le bénéfice et l'impôt minimum 0.0%

3 Impôt foncier proportionnel sans défalcation des dettes basé sur l'estimation fiscale (100%) des immeubles

Immeubles sis sur le territoire de la commune : par mille francs 1.0 Fr.

Constructions et installations durables édifiées sur le terrain d'autrui ou sur le domaine public sans être immatriculées au registre foncier (art. 20 LICom) : par mille francs 0.5 Fr.

Sont exonérés :

- a) les immeubles de la Confédération et de ses établissements dans les limites fixées par la législation fédérale;
- b) les immeubles de l'Etat, des communes, des associations de communes, des fédérations de communes ou des agglomérations vaudoises, et de leurs établissements et fonds sans personnalité juridique, ainsi que les immeubles de personnes morales de droit public cantonal qui sont directement affectés à des services publics improductifs;
- c) les immeubles des Eglises reconnues de droit public (art. 170 al.1 Cst-VD), des paroisses et des personnes juridiques à but non lucratif qui, à des fins désintéressées, aident les Eglises dans l'accomplissement de leurs tâches et des communautés religieuses reconnues d'intérêt public (art. 171 Cst-VD).

4 Impôt personnel fixe

De toute personne majeure qui a son domicile dans la commune au 1er janvier :

0.0 Fr.

Sont exonérés :

- a) les personnes indigentes;
- b) l'exemption est de 50 % pour chacun des conjoints ou des partenaires enregistrés qui ne sont pas contribuables indépendants pour l'impôt sur le revenu et la fortune.
- c) l'arrêté communal d'imposition peut décréter d'autres exonérations totales ou partielles.

5 Droits de mutation, successions et donations

a) Droits de mutation perçus sur les actes de transferts immobiliers : par franc perçu par l'Etat 50 cts

b) Impôts perçus sur les successions et donations : (1)

en ligne directe ascendante : par franc perçu par l'Etat 100 cts

en ligne directe descendante : par franc perçu par l'Etat 100 cts

en ligne collatérale : par franc perçu par l'Etat 100 cts

entre non parents : par franc perçu par l'Etat 100 cts

6 Impôt complémentaire sur les immeubles appartenant aux sociétés et fondations (2).

par franc perçu par l'Etat 50 cts

7 Impôt sur les loyers

(Cet impôt est dû par le locataire ou par le propriétaire occupant lui-même son immeuble)

Sur les loyers des immeubles situés sur le territoire de la commune.

pour-cent du loyer 0.0%

Les loyers non commerciaux bénéficient des défalcatons pour charges de famille suivantes :

Néant

8 Impôt sur les divertissements

Sur le prix des entrées et des places payantes :

0.0 %

Notamment pour :

- a) les concerts, conférences, expositions, représentations théâtrales ou cinématographiques et autres manifestations musicales, artistiques ou littéraires;
- b) les manifestations sportives avec spectateurs;
- c) les bals, kermesses, dancings;
- d) les jeux à l'exclusion des sports.

Exceptions :

9 Impôt sur les chiens

(selon art.10 du règlement du 6 juillet 2005 concernant la perception de l'impôt sur les chiens)

par franc perçu par l'Etat 1.5 Fr.

Exonérations : Chiens de dressage = 1/2 impôt sur attestation produite.

Les bénéficiaires de rentes complémentaires AVS/AI.

Les chiens servants à un but d'utilité publique, sur présentation d'une attestation d'un organisme reconnu.

(1) Le nombre de centimes additionnels peut être d'autant plus élevé que le degré est plus éloigné.

(2) Cet impôt ne peut être perçu que par les communes qui prélèvent le droit de mutation sur les transferts d'immeubles

Choix du système de perception	Article 2. - Les communes ont le choix entre percevoir elles-mêmes leurs taxes et impôts ou charger l'administration cantonale de recouvrer ces éléments pour leur compte (art. 38 et 38a de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux LICom).
Échéances	Article 3. - La loi (annuelle) sur l'impôt (RSV, parution FAO en décembre) prévoit à son article 11 les termes généraux d'échéance.
Paiement - intérêts de retard	Article 4. - La commune fixe le taux d'intérêt de retard sur toute contribution impayée perçue directement par elle-même à 5.0 % l'an. L'intérêt de retard court dès la fin d'un délai de paiement de trente jours après l'échéance de la contribution. A défaut, c'est la loi (annuelle) sur l'impôt qui s'applique (art. 13 al. 1).
Remises d'impôts	Article 5. - La municipalité peut accorder une remise totale ou partielle des impôts, intérêts de retard, majorations, rappels d'impôts et amendes, lorsque le paiement intégral frapperait trop lourdement le contribuable en raison de pertes importantes ou de tous autres motifs graves.
Infractions	Article 6. - Les décisions prises en matière d'amendes pour l'impôt cantonal sur le revenu et sur la fortune, sur le bénéfice net, sur le capital et l'impôt minimum sont également valables pour l'impôt communal correspondant.
Soustractions d'impôts	Article 7. - Les soustractions d'impôts et taxes qui sont propres à la commune seront frappées d'amendes pouvant atteindre 3 fois (maximum 8 fois) le montant de l'impôt ou de la taxe soustrait, indépendamment de celui-ci. Elles sont prononcées par la municipalité sous réserve de recours à la commission communale de recours.
Commission communale de recours	Article 8. - Les décisions prises en matière d'impôts communaux et de taxes spéciales peuvent faire l'objet d'un recours écrit et motivé, dans les 30 jours dès la notification du bordereau auprès de l'autorité qui a pris la décision attaquée, conformément à l'article 46 de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (LICom).
Recours au Tribunal cantonal	Article 9. - La décision de la commission communale de recours peut faire l'objet d'un recours au Tribunal cantonal dans les 30 jours dès sa notification.
Paiement des impôts sur les successions et donations par dation	Article 10. - Selon l'art. 1er de la loi du 27 septembre 2005 "sur la dation en paiement d'impôts sur les successions et donations" modifiant celle du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux, la Commune peut accepter de manière exceptionnelle le paiement des impôts sur les successions et donations par dation selon les règles et procédures fixées par la loi cantonale du 27 septembre 2005.

Ainsi adopté par le Conseil général/communal dans sa séance du

Le-La président-e :

le sceau :

Le-La secrétaire :